

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

**M. HANSENNE**

Annexe

**Commission paritaire pour l'import, l'export,  
le transit et le commerce extérieur  
et pour les bureaux maritimes et d'expédition**

*Convention collective de travail du 18 juin 1984*

Frais de transport

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition.

Art. 2. La convention collective de travail du 29 avril 1982 conclue au sein de la Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition, relative aux frais de transport, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 septembre 1982, est modifiée comme suit à partir du 1er juin 1984 :

— à l'article 1er le montant de « 750 000 F » est remplacé par « 852 000 F ».

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1984. Elle est conclue pour la durée de deux ans et peut être prorogée tacitement.

Cette convention peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois notifié au président de la Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition et aux organisations contractantes. Ce préavis peut prendre cours le 1er octobre 1984 au plus tôt.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 février 1985.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail

**M. HANSENNE**

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »**

F. 85 — 304

**18 DECEMBRE 1984.** — Arrêté royal portant des mesures expérimentales en vue de l'exercice de la discipline médicale dans le cadre des nouvelles missions des centres psycho-médico-sociaux

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

Vu la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par l'arrêté royal n° 156 du 30 décembre 1982;

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

**M. HANSENNE**

Bijlage

**Paritair Comité voor import, export,  
doorvoer en buitenlandse handel  
en voor de maritieme- en expeditiekantoren**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 1984*

Vervoerkosten

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en bedienden van de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor import, export, doorvoer en buitenlandse handel en voor de maritieme- en expeditiekantoren.

Art. 2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 april 1982 gesloten in het Paritair Comité voor import, export, doorvoer en buitenlandse handel en voor de maritieme- en expeditiekantoren, betreffende de vervoerkosten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 september 1982, wordt met ingang van 1 juni 1984 als volgt gewijzigd :

— in artikel 1 wordt het bedrag van « 750 000 F » vervangen door « 852 000 F ».

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in voege op 1 januari 1984. Zij wordt gesloten voor de duur van twee jaar en kan stilzwijgend verlengd worden.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor import, export, doorvoer en buitenlandse handel en voor de maritieme- en expeditiekantoren en de contracterende organisaties. Deze opzegging kan ten vroegste ingaan op 1 oktober 1984.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 februari 1985.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

**M. HANSENNE**

**MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »**

N. 85 — 304

**18 DECEMBER 1984.** — Koninklijk besluit houdende experimentele maatregelen ter uitvoering van de werking van de medische discipline, in het kader van de vernieuwde opdrachten van de psycho-medisch-sociale centra

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 156 van 30 december 1982;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, modifié par les arrêtés royaux des 28 octobre 1964, 21 mai 1965, 6 mars 1970, 27 juillet 1971, 19 août 1971, 23 septembre 1971, 24 janvier 1975, 30 janvier 1975, 3 mars 1975, 17 septembre 1976, 20 février 1979, 27 juillet 1979, 6 octobre 1980, 24 août 1981 et 25 juillet 1983, notamment les articles 3, 4, 15 et 52;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1974 fixant les honoraires des médecins en fonction dans les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 29 avril 1975 portant fixation du montant des honoraires des médecins en fonction dans les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 octobre 1984;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 18 octobre 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence, étant donné que la discipline médicale est freinée dans l'exécution des nouvelles missions des centres psycho-médico-sociaux, telles qu'elles sont prévues par les articles 3 et 4 de l'arrêté royal précité du 13 août 1962, par le système existant d'honoraires des médecins attachés aux centres, de prendre en temps utile les mesures qui s'imposent pour l'exercice prochain, afin de modifier ce système d'honoraires et de pouvoir vérifier, à titre expérimental, si une modification du système d'honoraires répond aux besoins créés par l'exercice de la discipline médicale;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> septembre 1984, des mesures expérimentales seront prises en faveur d'un certain nombre de centres psycho-médico-sociaux des différents réseaux en vue d'associer davantage la discipline médicale à l'exécution des missions prévues aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal précité du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le Ministre de l'Education nationale compétent désigne les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, auxquels ces mesures sont d'application.

§ 2. Sur la proposition des pouvoirs organisateurs, le Ministre de l'Education nationale compétent désigne les centres psycho-médico-sociaux subventionnés, auxquels ces mesures sont d'application.

§ 3. Dans chacun des Ministères de l'Education nationale le nombre global de centres psycho-médico-sociaux visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article, ne peut dépasser 17 p.c. du nombre total de centres psycho-médico-sociaux.

§ 4. Le Ministre de l'Education nationale compétent veille à ce que la répartition des centres psycho-médico-sociaux visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 du présent article, soit faite au prorata du total des centres psycho-médico-sociaux de chaque réseau.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Pour honorer les activités des médecins attachés au centre, les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup> du présent arrêté disposent, dans leurs crédits de fonctionnement, d'un montant calculé sur base du nombre de prestations médicales prises en considération au cours de l'exercice 1982-1983, tel qu'il est prévu aux articles 1<sup>er</sup> et 4, § 1<sup>er</sup> des arrêtés ministériels du 18 mars 1974 et du 29 avril 1975.

§ 2. Pour honorer les activités des médecins attachés au centre, il est accordé aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux subventionnés visés à l'article 2, § 2 du présent arrêté à titre de subvention de fonctionnement, le montant de la subvention calculé sur base du nombre d'examen médicaux complets et complémentaires pris en considération pour l'octroi des subventions et effectués au cours de l'exercice 1982-1983, tel qu'il est prévu à l'article 52, a et c, de l'arrêté royal du 13 août 1962, organique des centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les activités des médecins attachés aux centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sont honorées par heure de prestations.

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 oktober 1964, 21 mei 1965, 6 maart 1970, 27 juli 1971, 19 augustus 1971, 23 september 1971, 24 januari 1975, 30 januari 1975, 3 maart 1975, 17 september 1976, 20 februari 1979, 27 juli 1979, 6 oktober 1980, 24 augustus 1981 en van 25 juli 1983, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 15 en 52;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 1974 tot vaststelling van de erelonen van de geneesheren verbonden aan de rijkspsycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 april 1975 tot vaststelling van het bedrag der erelonen van de geneesheren verbonden aan de psycho-medisch-sociale Rijkscentra;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 1984;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 18 oktober 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om — gezien de medische discipline wat betreft de uitvoering van de vernieuwde opdrachten van de psycho-medisch-sociale centra, zoals bepaald in de artikelen 3 en 4 van het voornoemd koninklijk besluit van 13 augustus 1962, geremd wordt door het bestaande systeem van honorering van de geneesheren verbonden aan de centra, — tijdig de voor het komende dienstjaar noodzakelijke maatregelen te nemen tot wijziging van dit honoreringssysteem en om op die wijze experimenteel te kunnen nagaan of een wijziging van het honoreringssysteem tegemoet komt aan de behoeften gesteld door de werking van de medische discipline;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Met ingang van 1 september 1984 worden voor een aantal psycho-medisch-sociale centra van de verschillende netten experimentele maatregelen getroffen met het doel de medische discipline nauwer te betrekken bij de uitvoering van de opdrachten bepaald in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 2. § 1.** De bevoegde Minister van Onderwijs duidt de rijkspsycho-medisch-sociale centra aan, waarop deze maatregelen van toepassing zijn.

§ 2. De bevoegde Minister van Onderwijs duidt de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra aan waarop deze maatregelen van toepassing zijn, op voordracht van de inrichtende machten.

§ 3. In elk van de Ministeries van Onderwijs mag het totaal aantal psycho-medisch-sociale centra vermeld in §§ 1 en 2 van dit artikel, de 17 pct. van het totaal aantal psycho-medisch-sociale centra niet overschrijden.

§ 4. De bevoegde Minister van Onderwijs waakt erover dat de verdeling van de psycho-medisch-sociale centra, vermeld in de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel, procentueel in overeenstemming met het totaal aantal psycho-medisch-sociale centra van ieder net gebeurt.

**Art. 3. § 1.** De rijkspsycho-medisch-sociale centra vermeld in artikel 2, § 1 van dit besluit, beschikken in de werkingskredieten, voor de honorering van de activiteiten der geneesheren verbonden aan het centrum, over een bedrag dat berekend wordt op basis van het aantal verrichte medische prestaties in de loop van het dienstjaar 1982-1983, zoals bepaald bij de artikelen 1 en 4, § 1 van de ministeriële besluiten van 18 maart 1974 en van 29 april 1975.

§ 2. Aan de inrichtende machten van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra vermeld in artikel 2, § 2 van dit besluit, wordt voor de honorering van de activiteiten der geneesheren verbonden aan het centrum, als werkingstoelage het bedrag van de subsidie toegekend, zoals vastgesteld op basis van het aantal voor betoelaging in aanmerking genomen volledige en aanvullende medische onderzoeken in de loop van het dienstjaar 1982-1983, zoals bepaald in artikel 52, a en c van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 4. § 1.** De activiteiten van de geneesheren, verbonden aan de rijkspsycho-medisch-sociale centra, vermeld in artikel 2, § 1 van dit besluit, worden gehonoreerd per uur prestatie.

§ 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 52, a, de l'arrêté royal précité du 13 août 1962, les activités des médecins attachés aux centres psycho-médico-sociaux subventionnés, visés à l'article 2, § 2 du présent arrêté, sont subventionnées sous la forme d'honoraires par heure de prestations

Art. 5. § 1er. Les honoraires par heure de prestations sont fixés à F 525 l'heure et sont rattachés à l'indice-pivot 114,20. Ce montant varie, conformément aux dispositions de la loi précitée du 2 août 1971.

§ 2. Le montant global pour honorer les activités des médecins attachés au centre ne peut dépasser les limites fixées à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 6. En vue de permettre une évaluation permanente des mesures expérimentales prévues par le présent arrêté et d'assurer le contrôle des activités de la discipline médicale, les centres psycho-médico-sociaux visés à l'article 2 du présent arrêté, sont tenus de déposer un rapport d'évaluation à la fin de chaque exercice.

Art. 7. Après consultation des médecins attachés au centre, les directeurs des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat visés à l'article 2, § 1er du présent arrêté, déterminent la répartition des prestations entre les médecins.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1984 et cessera d'être en vigueur le 1er septembre 1986.

Art. 9. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1984.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. BERTOUILLE

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F 85 — 305

11 FEVRIER 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1983 fixant les conditions d'octroi de l'indemnisation pour la non-exécution de projets de construction d'hôpitaux et pour la fermeture et la non-mise en service d'hôpitaux ou de services hospitaliers, ainsi que le mode de calcul de l'indemnisation

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifiée par la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal n° 60 du 22 juillet 1982, notamment l'article 6, § 10;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1983 fixant les conditions d'octroi de l'indemnisation pour la non-exécution de projets de construction d'hôpitaux et pour la fermeture et la non-mise en service d'hôpitaux ou de services hospitaliers, ainsi que le mode de calcul de l'indemnisation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la demande d'indemnisation pour les dépenses afférentes à la fermeture ou la non-mise en service d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital, doit être introduite avant le 31 décembre 1984;

§ 2. In afwijking van de beschikkingen van artikel 52, a, van het voornoemd koninklijk besluit van 13 augustus 1962, worden de activiteiten van de geneesheren verbonden aan de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, vermeld onder artikel 2, § 2 van dit besluit, betaald onder de vorm van honorering per uur prestatie.

Art. 5. § 1. De honorering van het uur prestatie wordt gesteld op F 525 per uur en wordt gekoppeld aan de begin-spijindex 114,20. Dit bedrag schommelt overeenkomstig de beschikkingen van voornoemde wet van 2 augustus 1971.

§ 2. Het totaal bedrag dat voor de honorering van de activiteiten der geneesheren verbonden aan het centrum aangewend wordt, mag de in artikel 3 van dit besluit bepaalde grenzen niet overschrijden.

Art. 6. Ten einde een permanente evaluatie van de door dit besluit gestelde experimentele maatregelen mogelijk te maken en de controle over de activiteiten van de medische discipline te verzekeren, zijn de psycho-medisch-sociale centra, vermeld in artikel 2 van dit besluit, ertoe gehouden op het einde van elk dienstjaar een evaluatieverslag in te dienen.

Art. 7. Na overleg met de geneesheren verbonden aan het centrum, bepalen de directeurs van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, vermeld in artikel 2, § 1 van dit besluit, de werkverdeling tussen de geneesheren.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1984 en houdt op te gelden op 1 september 1986.

Art. 9. Onze Ministers van Onderwijs, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. BERTOUILLE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 305

11 FEBRUARI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1983 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de schadeloosstelling voor de niet-uitvoering van projecten van ziekenhuisbouw en voor de sluiting en de niet-ingebruikname van ziekenhuizen of ziekenhuisdiensten, evenals van de wijze waarop de schadeloosstelling wordt berekend

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980 en het koninklijk besluit nr. 60 van 22 juli 1982, inzonderheid op artikel 6, § 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1983 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de schadeloosstelling voor de niet-uitvoering van projecten van ziekenhuisbouw en voor de sluiting en de niet-ingebruikname van ziekenhuizen of ziekenhuisdiensten, evenals van de wijze waarop de schadeloosstelling wordt berekend;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanvraag tot schadeloosstelling voor kosten gemaakt ingevolge de sluiting of de niet-ingebruikname van een ziekenhuis of een gedeelte ervan, moet ingediend worden vóór 31 december 1984;